ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2014

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1892)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CE285

présenté par
M. Saddier et M. Tardy

ARTICLE 12

Rédiger ainsi la dernière phrase de l'alinéa 9 :

« Celle-ci émet un avis dans les conditions mentionnées au troisième alinéa. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas acceptable qu'une commission administrative dont la composition ne permet d'ailleurs pas une représentation équilibrée des intérêts en présence, dispose d'un pouvoir de co-décision sur un document de planification, même « limité » aux seules zones d'appellation d'origine protégée (AOP), alors même que l'assemblée délibérante issue des élections a validé le projet, les principes, les orientations et le contenu de ce document. Ces zones AOP concernent en outre une large part du territoire national.

Le rôle des ex-CDCEA, désormais CDPENAF doit rester consultatif. Il ne peut lui être accordé l'exercice d'une tutelle, contraire au principe de libre-administration des collectivités, définie par la constitution.